



RAPPORT DE L'ATELIER LOCAL SUR LES OUTILS, LES STRATEGIES ET AUTRES DISPOSITIONS DE GESTION INTEGREE DES RISQUES DES INONDATIONS ET DE LA SECHERESSE POUR LE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DANS LE BASSIN DE LA VOLTA AU TOGO

Kara, les 02 et 03 mai 2024



Sommaire

1. Introduction.....	1
2. Gestion sociale de l'atelier.....	2
2.1. Cérémonie d'ouverture.....	2
2.2. Présidium de l'atelier.....	3
2.3. Participant(e)s à l'atelier.....	3
2.4. Adoption de l'agenda de l'atelier.....	3
3. Déroulement des travaux et synthèse des échanges.....	4
3.1. Rappel des objectifs et des résultats.....	4
3.2. Démarche méthodologique.....	5
3.3. Communications.....	5
3.4. Résultats des travaux de groupes.....	12
3.4.1. Revue des outils techniques y compris le profil de risques, les cartes, les systèmes d'alerte, plans en place pour la gestion des risques des inondations et des sécheresses dans la portion nationale du BV et au Bénin.....	12
3.4.2. Revue du cadre de gouvernance et de gestion des risques des inondations et de sécheresse y compris lois et autres textes juridiques et réglementaire, institutions, politiques et stratégies.....	13
3.4.3. Identification des bonnes pratiques et des opportunités de gestion intégrée des risques des inondations et de sécheresse dans BV au Togo.....	16
3.4.4. Initiatives, programmes et projets de gouvernance et de gestion des risques des inondations et de sécheresse.....	18
3.4.5. Consolidation et mise à l'échelle des bonnes pratiques.....	20
3.4.5. Valorisation des bonnes pratiques.....	21
3.5. Synthèse des observations et suggestions.....	22
4. Clôture de l'atelier.....	23
5. Conclusions et recommandations.....	24
Annexes.....	I
Annexe 1 : Liste des participants à l'atelier.....	I
Annexe 2 : Agenda de l'atelier.....	IV
Annexe 3 : Résultats des travaux de groupes.....	VII

Sigles et abréviations

ABV	Autorité du Bassin de la Volta ACC
ACC	Adaptation au changement climatique
ANAMET	Agence nationale de la météorologie
ANPC	Agence nationale pour la protection civile
BAD	Banque africaine de développement
BF	Burkina Faso
BV	Bassin versant
CRT	Croix rouge Togolaise
FA	Fonds d'Adaptation
GIRIS	Gestion intégrée des risques d'inondation et de sécheresse
GWP-AO	Partenariat mondial pour l'eau Afrique de l'ouest
JVE	Jeune volontaire pour l'environnement
OMM	Organisation Météorologique Mondiale
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
RRC	Réduction des risques de catastrophe
SAP	Système d'alerte précoce
VFDM	Volta Flood and Drought Management
WASCAL	West African science service centre on climate change

Liste des tableaux

Tableau 1 : Interventions après la présentation sur le profil de risques des inondations et de la sécheresse dans le bassin de la Volta au Togo.....	6
Tableau 2 : Interventions après la présentation sur le système d'alerte précoce VOLTALARM	8
Tableau 3 : Interventions après la présentation des résultats de visite de terrain.....	11
Tableau 4 : Revue des outils techniques et plans de la GIRIS la portion nationale du BV au Togo	12
Tableau 5 : Contraintes de mise en œuvre du cadre de gouvernance et suggestions d'amélioration	14
Tableau 6 : Bonnes pratiques et des opportunités de gestion intégrée des risques des inondations et de sécheresse dans BV au Togo.....	16
Tableau 7 : Contraintes de mise en œuvre de quelques initiatives, projets et programmes et les suggestions d'amélioration	18
Tableau 8 : Bonnes pratiques, actions et acteurs pour la consolidation et la mise à l'échelle	20
Tableau 9 : Actions retenues pour la valorisation des opportunités	21

1. Introduction

Face à la recrudescence des catastrophes hydrométéorologiques en Afrique de l'Ouest et aux impacts environnementaux et socio-économiques considérables qui entravent les efforts de développement, l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM), l'Autorité du Bassin de la Volta (ABV) et le Partenariat mondial pour l'eau en Afrique de l'Ouest (GWP-AO) ont développé et mis en œuvre ensemble avec les structures nationales compétentes des états membres de l'ABV le projet intitulé "**Intégrer la gestion des inondations et de la sécheresse et l'alerte précoce pour l'adaptation au changement climatique dans le bassin de la Volta (VFDM)**" en vue de renforcer la résilience des pays partageant le bassin de la Volta (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali et Togo) aux risques d'inondations et de sécheresse et d'assurer un développement socio-économique durable.

L'objectif du projet est d'aider les six pays du bassin de la Volta à mettre en œuvre des actions coordonnées et conjointes pour améliorer leur système d'alerte précoce (SAP) et leurs plans de gestion au niveau régional, national et local. Ce projet, financé par le Fonds d'Adaptation (FA) et mis en œuvre depuis juin 2019, a permis de mettre en place une plateforme de prévision et d'alerte aux inondations et de renforcer les capacités des structures nationales dans l'utilisation de cette plateforme. De plus, les bulletins d'information sont produits par l'ABV et les structures nationales en charge de l'hydrologie, de la météorologie, de la protection civile et de l'agriculture et une stratégie régionale de gestion intégrée des risques des inondations et de la sécheresse dans le bassin de la Volta a été élaborée.

Pour atteindre davantage les objectifs fixés du projet et surtout assurer la durabilité des actions entreprises et leurs impacts, il importe d'améliorer le cadre politique et institutionnel ainsi que les outils et instruments de gestion intégrée à long terme des inondations et sécheresse, renforcer les capacités des acteurs et des décideurs sur l'utilisation de politiques, stratégies, plans et instruments puis mettre en place un cadre soutenu de collaboration pour s'assurer que les politiques, stratégies, outils et instruments développés sont acceptés par l'ensemble des acteurs. C'est dans cette perspective que l'OMM, l'ABV et le GWP-AO ont organisé la « mission de renforcement des capacités politiques, institutionnelles et organisationnelles de gestion intégrée des risques des inondations et de la sécheresse dans le bassin de la Volta ».

Dans le cadre de cette mission qui se tient dans chaque pays membre, il est prévu de faire la revue documentaire et la concertation des acteurs pour dresser l'état des politiques, plans, stratégies, directives et instruments ainsi que les pratiques de gestion intégrée des risques des inondations et de la sécheresse (GIRIS) et d'adaptation aux changements climatiques (ACC). Dans la même dynamique, il a été également prévu une série d'ateliers dont un local, deux nationaux et un régional pour présenter les résultats de la revue de la littérature et ceux des visites de terrains aux acteurs lors d'une série d'ateliers afin de recueillir les retours et suggestions d'amélioration des différentes politiques, plans, stratégies, directives et instruments.

C'est dans ce contexte que l'atelier local a été organisé à Kara du 2 au 3 mai, regroupant les différents acteurs y compris les populations des sites pilotes (Daoudè et Katchamba) pour leur présenter les résultats

de revue de littérature et de visite de terrain afin de recueillir leur retours et suggestions devant permettre d'affiner le rapport pour la suite du processus.

Le présent document qui est le rapport de l'atelier local expose le déroulement activités dudit événement puis dresse le bilan des retours et des suggestions d'amélioration sur les stratégies de gestion intégrée des risques des inondations et de la sécheresse, le SAP VoltAlarm et les autres documents d'orientation sur la RRC et l'ACC dans le BV au Togo à l'issue de l'atelier local tenu à Kara les 2 et 3 mai 2024.

2. Gestion sociale de l'atelier

2.1. Cérémonie d'ouverture

Elle a été marquée par trois allocutions dont celle du représentant du Directeur Exécutif de l'ONG JVE, celle du Directeur des Ressources en Eau et celle du préfet de la Kozah.

La première allocution a été faite par le représentant du Directeur Exécutif de l'ONG JVE Mr FOMEDI Charles qui a juste remercié tous les participants pour leur présence à l'atelier et a exprimé son vœu de pouvoir compter sur les uns et les autres afin que les activités inscrites à l'ordre du jour puissent bien se dérouler.

Le Directeur des Ressources en Eau, M. KONLANI Gninpale qui est le Point focal national de l'Autorité du Bassin de la Volta (ABV), a dans son allocution, souhaité la bienvenue à tous les participants et a remercié les uns et les autres pour leur participation à cette rencontre. Il a ensuite présenté le contexte et les objectifs de l'ABV avant de poursuivre ses propos avec les biens fondés de l'atelier du jour qui s'inscrit dans le cadre de la gestion des risques de catastrophe d'inondation et de sécheresse. Il a exhorté les participants surtout ceux venus des cantons pilotes du projet de Daoudè et de Katchamba à porter une oreille attentive aux communications et à participer activement aux échanges afin de tirer profit de cette rencontre pour une restitution une fois au retour dans leurs cantons respectifs. C'est sur ces mots qu'il a exhorté son auditoire à une participation active aux travaux.

À l'entame de son allocution, le Préfet de la Kozah, M. BAKALI Hémou Badibawou, a d'abord souhaité la cordiale bienvenue à tous les participants et les a remercié pour leur disponibilité. Il a ensuite mis en évidence l'importance de l'atelier en invitant chacun des participants à se sentir interpellé par les défis liés aux changements climatiques et à la gestion des risques des inondations et de sécheresse. Il a enfin invité les participants à tout mettre en œuvre pour atteindre les objectifs assignés avec l'espoir que de nouvelles approches seront explorées afin d'apporter des réponses beaucoup plus productives. C'est sur cette note d'espoir que M. le Préfet de la Kozah a solennellement déclaré ouverts les travaux de cet atelier. Cette cérémonie d'ouverture s'est achevée par une présentation de famille (Photo 1).



Photo 1 : Photo de famille de l'atelier local à Kara

2.2. Présidium de l'atelier

Après la cérémonie d'ouverture et le retrait de Mr le Préfet, les participants à l'atelier se sont présentés tour à tour afin de se connaître entre eux. C'est après les présentations qu'un présidium a été mis en place pour coordonner le déroulement des travaux de l'atelier. Ce présidium est composé comme suit :

- Président : M. SEYDOU A. Abdel-Akime, Coordinateur de la Croix rouge de Kara ;
- Premier rapporteur : M. ANOUAR Touré, Chef section production végétale et contrôle des végétaux à la Direction Régionale de l'Agriculture à Kara ;
- Deuxième rapporteur : M. TCHASSOU Assoham Kougnara, Chef section PSE à la Direction Régionale de l'Hydraulique à Kara.

2.3. Participant(e)s à l'atelier

L'atelier a connu la participation d'une quarantaine de personnes venant entre autres des directions régionales des ministères à Kara (Direction Régionale de l'Environnement, Direction Régionale de l'Hydraulique, Direction Régionale de l'Agriculture, Direction Régionale de la Protection Civile, etc.), des préfectures et mairies, des organisations non gouvernementales (ONG), des organisations paysannes et des communautés des sites pilotes. La liste des participants est jointe en Annexe I.

2.4. Adoption de l'agenda de l'atelier

Après la mise en place du présidium, le président a donné la parole au représentant de l'ONG JVE qui a présenté l'agenda de l'atelier. Au menu de cet agenda se trouvaient :

- la présentation de la note conceptuelle de l'atelier qui définit le contexte et les objectifs fixés ;
- les aspects logistiques ;

- les présentations portant respectivement sur le profil de risques du bassin de la Volta, le SAP VoltAlarm, la stratégie régionale de réduction des risques de catastrophes dans le bassin de la Volta, les autres dispositions de RRC et d'ACC dans le bassin de la Volta et les premiers résultats de revues de la littérature et de visite des sites pilotes ;
- les présentations des termes de référence des travaux de groupe en quatre sessions portant respectivement sur i) les commentaires et suggestions d'amélioration sur le profil de risques des inondations et de la sécheresse, le SAP – VoltAlarm, la stratégie régionale de réduction et de GIRIS ainsi qu'aux autres dispositions de RRC du bassin de la Volta, ii) les actions pour (i) consolider et assurer la durabilité puis renforcer la mise en œuvre des mesures de GIRIS ainsi que d'ACC au niveau communautaire dans la portion béninoise du bassin de la Volta à long terme, iii) les bonnes pratiques et opportunités pour l'amélioration des mesures de GIRIS ainsi que d'ACC dans la portion nationale du bassin de la Volta au Togo ; iv) les pistes de dissémination et responsabilités des acteurs du niveau local à l'échelle transfrontière des bonnes pratiques identifiées et documentées
- le déroulement des travaux de groupe ;
- la synthèse des recommandations de l'atelier ;
- la clôture de l'atelier.

L'agenda présenté a été adopté par les participants à l'unanimité.

3. Déroulement des travaux et synthèse des échanges

3.1. Rappel des objectifs et des résultats

L'objectif principal de l'atelier local est de renforcer la résilience au changement climatique (CC) par l'amélioration de la participation et de l'engagement des parties prenantes de la base dans l'adoption et la mise en œuvre des politiques, des stratégies, des plans et des outils d'aide à la décision de GIRIS à long terme dans le bassin de la Volta.

De façon spécifique, il s'agit de :

- discuter avec les participants du profil de risques des inondations et de la sécheresse, du SAP – VoltAlarm, de la stratégie régionale de réduction et de GIRIS ainsi que des autres dispositions de RRC et d'ACC dans le bassin de la Volta ;
- approfondir et compléter les commentaires et suggestions d'amélioration, selon les expériences des communautés locales, au profil de risques des inondations et de la sécheresse, au SAP – VoltAlarm, de la stratégie régionale de réduction et de GIRIS ainsi qu'aux autres dispositions de RRC et d'ACC dans le bassin ;
- proposer des actions pour : (i) consolider et assurer la durabilité ainsi que la mise à l'échelle des résultats issus de la mise en œuvre du VFDM notamment sur le site pilote de Daoudé d'une part ; et (ii) d'autre part renforcer la mise en œuvre de la stratégie régionale de réduction et GIRIS, le déploiement du SAP - VoltAlarm et des autres dispositions de RRC et d'ACC à long terme dans la portion nationale du bassin de la Volta au Togo ;
- approfondir et compléter les bonnes pratiques et les opportunités pour l'amélioration des mesures de GIRIS ainsi que d'ACC dans la portion nationale du bassin de la Volta au Togo ;

- discuter des pistes de dissémination des bonnes pratiques, pour l'amélioration des mesures de GIRIS ainsi que d'ACC dans la portion nationale du bassin de la Volta au Togo, identifiées et documentées avec une mise en avant des rôles et responsabilités des parties prenantes du niveau communautaire et local à l'échelle transfrontière.

3.2. Démarche méthodologique

Le déroulement de l'atelier a suivi une approche participative et interactive à travers laquelle des présentations ont été faites par le consultant en plénière suivies des échanges et débats puis des travaux en groupes. Les travaux de groupe sont toujours précédés de la présentation des termes de référence de ceux-ci afin de mieux édifier les participants sur les exercices à faire. Les résultats issus des travaux de groupes sont restitués par les rapporteurs en plénière puis débattus avant adoption.

3.3. Communications

Cinq communications ont été réalisées pendant l'atelier et portent sur :

- le profil des risques des inondations et de la sécheresse dans le bassin de la Volta ;
- le SAP – VoltAlarm ;
- la stratégie régionale de réduction de GIRIS ainsi que des autres dispositions de RRC et d'ACC du bassin de la Volta ;
- le cadre de gouvernance dans la portion togolaise du bassin ;
- les résultats de visites de terrain.

❖ Présentation sur le profil de risques

Le profil des risques relie les informations sur les risques naturels, notamment les inondations et les sécheresses, aux expositions et aux vulnérabilités de la population et de l'économie du bassin de la Volta. Les résultats, calculés en termes de pertes moyennes annuelles (PAM) et de pertes maximales probables (PMP) pour plusieurs indicateurs ont été présentés surtout pour la portion togolaise du bassin de la Volta et pour les secteurs de la population, du bâti, des terres cultivées, des zones de pâturage, des routes, des établissements essentiels et les aires protégées. Pour les inondations, on note en général que les impacts dans les régions Centrale et Plateaux sont négligeables pour la plupart des indicateurs. En plus, Contrairement aux résultats à l'échelle du bassin selon lesquels le secteur le plus impacté est le secteur résidentiel, les pertes économiques pour la zone bâtie dans la portion nationale du bassin au Togo touchent en particulier le secteur des services.

Pour les sécheresses, en moyenne 195 000 personnes et 322 000 animaux sont exposés aux sécheresses par an et ces chiffres pourront augmenter respectivement de 72% et 84% à l'horizon 2100 sans considérer d'éventuel changement de population et de bétail. Les moutons sont le type d'animal le plus exposé aux sécheresses sévères, à la fois dans les conditions climatiques actuelles et projetées. La région des Plateaux (la zone avec le plus de terres agricoles dans le bassin de la Volta) subit les pertes les plus élevées dans les

conditions actuelles. La région de la Kara a l'exposition annuelle moyenne la plus élevée et connaîtra les plus fortes réductions de rendement moyen annuel seront subies dans les conditions climatiques projetées. Les questions ou suggestions et les réponses qui ont suivi cette présentation sont contenues dans le Tableau 1.

Tableau 1 : Interventions après la présentation sur le profil de risques des inondations et de la sécheresse dans le bassin de la Volta au Togo

Acteur	Questions/Aports/Suggestions	Réponses
Direction Régionale Planification	<ul style="list-style-type: none"> - Il faut revenir sur le contexte de la décentralisation pour mieux apporter des éclaircissements dans le cas des communes et des préfectures par ce que le cadre régional du profil de risques est trop globale par rapport à la communauté locale - Est-ce que les cartes de vulnérabilité de l'ANPC ont été consultées et comment comparent-elles avec ces résultats du profil des risques ? 	<p>Nous sommes d'accord que le profil est global et il des analyses aux échelles des préfectorale et communales.</p> <p>Les cartes de vulnérabilité de l'ANPC ont été consultées et comparées avec les cartes de risques et il faut dire qu'il y a de correspondances. Il faut cependant relever que les cartes de vulnérabilité de l'ANPC n'ont pas suivi une démarche méthodologique avancé comme celle utilisée lors de l'élaboration du profil de risque.</p>
Conseiller du Chef de Daoudè, PersonneRessources	<ul style="list-style-type: none"> - Les aléas sont de plus en plus récurrents et intenses aux conséquences négatives sur les populations. Qu'est ce qui justifie cette recrudescence des aléas ? Et comment justifie-t-on les inondations plus fortes et une sécheresse de plus en plus accrues. 	<p>Aujourd'hui il existe une évidence bien établie que la recrudescence observée des aléas est en partie liées aux changements climatiques. Cependant, il est important de souligné que les activités humaines contribuent beaucoup à exacerber les impacts de ces aléas dans nos localités. A titre d'exemple, le déboisement des berges contribue beaucoup à la dévastation des champs par des crues et à l'érosion des berges</p>
Antenne Météo Kara	<ul style="list-style-type: none"> - Ici il est question de bassin de la volta, qu'en est-il du bassin du Mono ? - Les moutons sont les plus exposés : faut-il orienter les populations vers d'autre type d'élevage pour atténuer la situation ou quoi faire ? - Projection dans le futur : quel horizon a été utilisé ? 	<p>Le projet a été développé spécifiquement pour le bassin de la Volta et donc les activités ne peuvent être menées dans celui du Mono. Il y a des initiatives passées et en cours dans le bassin du Mono</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - Il faut prendre en compte l'augmentation de la population dans les projections 	<p>Il est chose difficile de se prononcer par rapport à l'inquiétude porté sur l'élevage des moutons mais compte tenu du manque d'information, on peut se référer aux expériences locales.</p> <p>Les projections ont été faites sur la période 2017-2100</p>
Direction Régionale ANPC	<ul style="list-style-type: none"> - Les résultats ont montré que les établissements privés sont plus impactés par les aléas que les établissements publics. » Cela traduit le manque de conscience en ce qui s'agit d'où ériger un bâtiment ou non chose que nos parents et ancêtres avaient compris et prise en compte dans leurs systèmes d'aménagement. - Pour les inondations, il faudra prochainement distinguer celles causées par les pluies extrêmes et celles causer par les débordements des cours d'eau. - Comment se manifeste l'aléa sécheresse de nos jours ? - Je profite de l'occasion pour attirer l'attention des autorités locales dans la procédure de l'élaboration des PDC (plan de développement communale) à faire cas des profils de risque à l'échelle communale et locale aux vues des moyens limités des acteurs (ANPC) et des autorités à l'échelle régionale. - Je saisis l'occasion pour sensibiliser les acteurs à éviter d'occuper les lits des cours d'eau. - Pour les sécheresses, c'est surtout les poches intra-saisonnières qui sont récurrentes causent plus de dégâts. Il faudra se pencher sur les types et les manifestations locales. 	<p>La sécheresse se manifeste beaucoup plus par des séquences sèches intra-saisonnières</p>
CRT/Kara	<ul style="list-style-type: none"> - Quelle est la différence entre rendements et production ? 	<p>Le rendement est la quantité de produits récoltée sur une surface cultivée donnée tandis que la production désigne l'ensemble de ce qui est issu de l'exploitation</p>

❖ Présentation sur le SAP VOLTALARM

La présentation sur la SAP VOLTALARM a édifié les participants sur sa conception et son fonctionnement, la diffusion des alertes et l'intégration des communautés locales. Elle a permis également aux participants de s'affranchir de la dynamique de la gestion durable des risques des inondations et des sécheresses.

Le Tableau 2 présente la synthèse des échanges après la présentation sur la SAP Voltalarm.

Tableau 2 : Interventions après la présentation sur le système d'alerte précoce VOLTALARM

Acteur	Questions/Apports/Suggestions	Réponses
DRE	<ul style="list-style-type: none"> - Saisir l'occasion de l'exercice de simulation prévu pour vérifier l'efficacité du système et tester la réaction des populations face aux risques des aléas - Dans la mesure du possible une projection cartographiée pour permettre aux participant de comprendre le contexte de la volta 	Le consultant a remercié l'intervenant pour sa contribution qu'il estime pertinente
ONG JVE	Quelle est la part des communautés locales dans le SAP présenté ? où se situent-elles ? Où est ma part là-dedans ? » en tant que citoyen, que faut 'il dire pour nous qui sommes les représentants des communautés locales ? Qu'elle est l'apport, l'intérêt pour les communautés de Daoudè et de katchamba ?	Les communautés sont d'abord et avant tout au centre du SAP qui est conçu pour réduire leur vulnérabilité et améliorer leur résilience. Il faut donc qu'elles s'en approprient pour optimiser la planification de leurs activités socio-économiques et mieux se protéger des aléas. Elles peuvent se réjouir qu'il y a un SAP qui puisse leur informer en temps réel des prévisions et des actions à entreprendre en cas de risque.
CRT/Kara	<ul style="list-style-type: none"> - Les SAP communautaires ont été mis en place lors des programmes et activités menée par la croix rouge entre 2013 et 2016. Des balises de 3 couleurs (rouge ; jaune et vert) ont été posées pour signaler les risques d'inondations des communautés - Attire l'attention des participants sur le porté du projet et de ses actions ; des valeurs acquises et des objectifs a cour, a moyen et long terme que vise le projet et dont les communautés locales en sont les grand bénéficiers 	Le consultant a remercié l'intervenant pour sa contribution qu'il estime pertinente
Direction Régionale Action Sociale	Il existe des connaissances endogènes (liées au comportement certaines animaux comme les chauves-souris, les crapauds,	Effectivement, l'intégration du savoir local au SAP est très nécessaire et ceci fait partie

	les fourmis etc.) qui ne sont pas pris en compte dans le SAP. Pourquoi ?	intégrante des objectifs visés de cette missions. Les activités de terrain ont démontré qu'il existe des connaissances endogènes pertinentes qu'il faudra améliorer et intégrer aux politiques et stratégies
	Existe-il une période de l'année où il est interdit de traverser la rivière ?	Oui en fonction des localités. Par exemple dans la région des Savanes, du 15 août au 15 septembre
ONG JVE	<ul style="list-style-type: none"> - Que faire pour que VoltAlarm soit un succès ? - Comment Voltalarm s'intègre-t-il au SAP national déjà existant ? - Suggestion : la promotion de l'agro-écologie, l'appui à la recherche et l'intégration du volet Hygiène, Eau et Assainissement. 	<p>Pour que le SAP Voltalarm soit un succès, il faut faire une évaluation pour la capitalisation des acquis et s'assurer de la durabilité du système. Il faudra également mobiliser les moyens pour mettre en œuvre les différentes actions proposées.</p> <p>Le SAP Voltalarm est conçu de manière à s'intégrer au SAP national. L'ANPC qui est l'institution chargée de la coordination des actions de RRC ainsi que l'ANAMET et la DRE qui font les prévisions ont été associées depuis le début du processus.</p>

❖ Présentation sur la stratégie de réduction et gestion des risques d'inondation et sécheresse dans le bassin de la Volta et autres dispositions

Cette présentation a porté essentiellement sur la vision à l'horizon 2030 et l'objet de la stratégie ainsi que les mesures mis en place pour favoriser l'intégration de la RRC dans différents secteurs pour une gestion concertée et intégrée des risques d'inondations et de sécheresse, garantissant la résilience des communautés face au changement climatique et au développement socio-économique. Ces mesures sont regroupées en quatre axes stratégiques notamment i) améliorer la connaissance Commune des risques d'inondation et de sécheresse, ii) renforcer la gouvernance et les institutions pour une gestion intégrée des risques ; iii) développer des mesures de RRC cordonnées à l'échelle du bassin ; iv) Développer des systèmes d'alerte précoces et d'aide à la prise de décision (Figure 1).

La présentation a également fait cas des autres dispositions de GIRIS et d'ACC telles que les outils et instruments juridiques et les outils de planifications.

VISION:

A l'horizon 2030, le bassin de la Volta dispose de mécanismes (institutionnels, législatifs et financiers) opérationnels pour une gestion concertée et intégrée des risques d'inondation et de sécheresse, garantissant la résilience des communautés face au changement climatique, un développement socio-économique durable et inclusif, ainsi que la protection des écosystèmes et l'optimisation des ressources en eau.

OBJECTIF:

Atténuer les impacts actuels et futures des inondations et sécheresses sur les communautés et les écosystèmes du bassin de la Volta, grâce à une gestion préventive, intégrée, inclusive et durable des risques et des ressources en eau, à travers la consolidation des capacités institutionnelles, techniques, scientifiques et financières de l'ABV, et le renfort de la coopération et de la collaboration entre les États Parties.

AXES STRATEGIQUES:

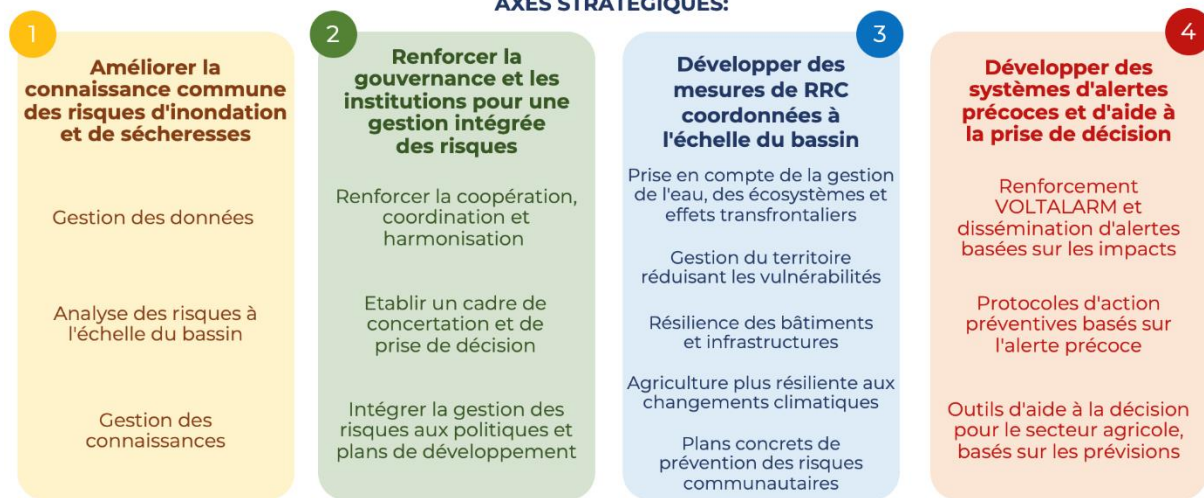


Figure 1 : Diagramme résumé de la stratégie de réduction et de gestion des risques de catastrophes dans le bassin de la Volta

Les interventions qui ont suivi cette présentation sont beaucoup plus des suggestions et sont entre autres :

- la prise en compte de la transhumance ;
- l'établissement des liens entre la stratégie régionale et la stratégie nationale des risques de catastrophes ;
- l'intégration des savoirs endogènes.

❖ **Présentation sur le cadre de gouvernance**

Cette présentation a informé les participants globalement sur les textes, les stratégies, plans et programmes de RRC et ACC au Togo ainsi que des défis qui entrave la mise en œuvre effective. Pour ces défis, on peut retenir principalement l'absence de politique nationale spécifiquement dédiée à la RRC, l'absence de stratégie formelle de communication, la manque de capacités humaines, techniques et financières, le manque de procédures opérationnelles standards, l'absence de mécanisme de retour de l'information post alertes, et la manque de plans locaux.

Les interventions qui ont émaillé la discussion après cette présentations ont porté surtout sur le manque de collaboration entre les différentes institutions, la méconnaissance et l'insuffisante application des textes pour

lesquels les participants ont vivement souhaité une accentuation de la vulgarisation et la recherche d'approche innovante pour faire respecter les textes.

❖ **Présentations des résultats de visites de terrain**

Cette dernière présentation a consisté à restituer aux participants les expériences vécues face aux inondations et sécheresses passées, les stratégies endogènes, défis auxquelles sont confrontées les populations dans la mise en œuvre des stratégies puis leurs perceptions sur le SAP VOLTALARM. A la suite de cette présentation, un long débat a été mené sur les différents aspects dont la synthèse des interventions se trouve dans le Tableau 3.

Tableau 3 : Interventions après la présentation des résultats de visite de terrain

Acteurs	Questions/Apports/Suggestions
Direction Régionale de L'Environnement	Les deux sites choisis comme sites pilotes ne sont pas suffisant pour assurer la représentativité de la situation dans la portion togolaise du bassin et il faudra étendre l'étude à d'autres préfectures comme le Kpendjal et l'Oti qui ont une grande vulnérabilité aux inondations
Personne Ressource, Conseiller du Chef de Daoudé	<ul style="list-style-type: none"> - La transhumance est un véritable problème pour les communautés et il faudra l'intégrer dans les stratégies de GIRIS et ACC - Les populations utilisent la fabrication du charbon de bois comme activité génératrice de revenus pour surmonter les impacts liés aux inondations et sécheresse. Il faudra vraiment prendre les dispositions pour limiter le déboisement
Direction Régionale ANPC	<ul style="list-style-type: none"> - Il faut vraiment renforcer le secteur de l'eau potable dans le quotidien des communautés locale afin d'améliorer leur condition de vie - J'ai été surpris de constater que certaines autorités se félicitent des recettes générées par le commerce du charbon de bois dans leur localité et c'est vraiment inquiétant - Promouvoir la diffusion des alertes en langue locale par les autorités communales. - Promouvoir les retenues ; encourager la construction des digues artisanale pour mieux pallier les effets de l'assèchement des sols et profil des cultures de saison (maraichère). Cas des Edowowuikopé dans le Yoto
DRE	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir les retenues d'eau (barrages et digue artisanal), pour mieux soutenir l'agriculture avec les cultures de contre saison (le maraichage) et les forages photo voltaïque. - Améliorer les pratiques culturales si possible revenir aux anciennes méthodes de culture pour améliorer et limiter la détérioration des sols par l'utilisation des engrais, herbicides et insecticides. Eviter l'orientation perpendiculaire des sillons par rapport aux rivières - L'eau est un bien indispensable. Certes elle est gratuite mais il est nécessaire qu'elle soit commercialisée pour une gestion plus rationnelle de la ressource et durable des équipements
Personne Ressource, Conseiller du Chef de Daoudé	Il faut valoriser la source d'eau qui ne tarit jamais pour desservir la localité de Daoudé et ses environs en eau potable
Direction Régionale de l'Hydraulique	<ul style="list-style-type: none"> - L'importance de faire comprendre aux communautés locales comment fonctionnent les procédures de demande et d'acquisition des infrastructures d'eau potable et les conditions et modalités d'entretien. - Le forage a une durée de vie et il faut prévoir des font d'entretien.

	<ul style="list-style-type: none"> - Les municipaux doivent s'appropriier l'information pour mieux la transmettre aux communautés locales et assurer une meilleure diffusion. - Le secteur de l'eau est envahi par beaucoup de sociétés clandestines ce qui a beaucoup de conséquence sur la qualité de l'eau et des forages réalisés.
--	--

3.4. Résultats des travaux de groupes

3.4.1. Revue des outils techniques y compris le profil de risques, les cartes, les systèmes d'alerte, plans en place pour la gestion des risques des inondations et des sécheresses dans la portion nationale du BV et au Bénin

Les travaux de groupes ont permis d'identifier les outils techniques pour la gestion des inondations et des sécheresses dans la partie togolaise du bassin. Parmi eux on peut noter le Système d'Alerte Précoce, les Balises et le Poste automatique météorologiques, les Cartes des zones à risque, les Cartes de vulnérabilité, le Répertoire des savoir locaux de la CRT, le Profil des risques. Le Plan national de contingences multirisques et les plans régionaux Des difficultés et contraintes d'application de chaque outil sont identifiées et des actions d'amélioration sont proposées. Le Tableau 4 ci-dessous fait la synthèse de ces résultats.

Tableau 4 : Revue des outils techniques et plans de la GIRIS la portion nationale du BV au Togo

Répertoire (liste actualisée)	Difficultés et contraintes rencontrées dans la mise en œuvre/ application	Améliorations à mettre en place pour résultats concrets à impacts durables
SAP national multirisques	Manque d'information sur le dispositif SAP au niveau des communautés	<ul style="list-style-type: none"> - Traduire les cartes mis en place en langue locale ; - Sensibiliser les communautés par rapport au dispositif SAP - Emettre les informations du SAP en langue locale. - Utiliser les radios communautaires pour la diffusion des alertes ; - Utiliser les canaux traditionnelles (groupes religieux, gongoneurs) pour la diffusion des alertes ; - Equiper les comités de veille en logistique (mégaphones, vélos, téléphones, etc.)
SAP VOLTALARM	<ul style="list-style-type: none"> - Méconnaissance de l'outil par les communautés locales - Faible intégration avec le SAP national 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser et éduquer les populations locales sur l'utilisation de l'outil - Mener des études sur l'évaluation de l'intégration du SAP Voltalarm avec le SAP national
Carte des zones à risque, cartes de vulnérabilité aux inondations	<ul style="list-style-type: none"> - Outils techniques non accessible à la population / barrière linguistique ; - Insuffisance de sensibilisation sur 	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer les cartes à risque au niveau communal et les mettre à disposition des communautés ; - Utiliser les radios communautaires pour la diffusion des alertes ;

	l'importance des outils mis en place	- Sensibiliser les communautés sur leur utilisation
Répertoire des savoir locaux de la CRT	Inaccessibilité du répertoire	Vulgariser le répertoire des savoir locaux de la CRT
Profil des risques du bassin de la Volta	Informations trop globales	Utiliser la même méthodologie robuste pour élaborer les profils de risques aux échelles réduites (préfectorale et communale)
Plan national de contingences multirisques et plan régionaux	- Non disponibles aux plans préfectoral et communal - Manque de moyens d'intervention adéquats et dans le délai	- Désagréger ces plans aux niveaux préfectoral et communal et les vulgariser - Equiper les différents acteurs régionaux en moyens d'intervention adéquats - Valoriser les plans de contingence régionaux - Extension aux autres aléas
Plan ORSEC	- Absence de financement - Non appropriation du plan par les autorités locales	- Amener les partenaires à se positionner pour le financement des différentes activités - Former les autorités locales
Plan national d'adaptation aux changements climatiques (PNA) et plans régionaux d'adaptation aux changements climatiques (PRA)	- Faible prise en compte du volet réduction des risques de catastrophes	- Définir un secteur spécifique à la réduction des risques de catastrophes
Plan d'actions national de gestion intégrée des ressources en eau (PANGIRE)	- Manque de connaissances sur les ressources en eau - Manque de moyens pour le suivi et la mise en œuvre des actions	- Renforcer les réseaux d'observation - Elaborer les schémas directeurs d'aménagement et de gestion de l'eau (SDAGE) ainsi que les schémas d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) - Renforcement les capacités humaines, techniques et matérielles de la Direction des Ressources en Eau
Plans locaux de réduction des risques de catastrophes	- Non appropriation des populations locales	- Elaborer les plans pour d'autres communes - Sensibiliser et vulgariser les plans
Plans de développement communaux (PDC)	- Non prise en compte des aspects liés à la RRC et à l'ACC	- Intégration de la RRC et ACC dans les PDC - Elaboration des plans climat

3.4.2. Revue du cadre de gouvernance et de gestion des risques des inondations et de sécheresse y compris lois et autres textes juridiques et réglementaire, institutions, politiques et stratégies

De façon générale, les communautés ont une connaissance grossière du cadre de gouvernance de gestion des inondations et des sécheresses au Togo. La décentralisation du cadre institutionnel atteint rarement le

niveau communal, les textes et lois existants sont méconnus, le mécanisme de coordination de gestion des inondations et des sécheresses reste au mieux au niveau régional. Des propositions pour les améliorations à mettre en place pour des résultats concrets à impacts durables sont faites et présentées dans le tableau 5.

Tableau 5 : Contraintes de mise en œuvre du cadre de gouvernance et suggestions d'amélioration

Répertoire (liste actualisée)	Difficultés et contraintes rencontrées dans la mise en œuvre/ application	Améliorations à mettre en place pour résultats concrets à impacts durables
<p>Multiples textes et lois</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Arrêté N°012/MERF portant création de la plate-forme nationale de concertation pour la prévention des risques et catastrophes naturelles communément désignée par plateforme nationale de réduction des risques de catastrophes (PNRRC) ; ✓ Décret N°2017-011 portant création, attribution, organisation et fonctionnement de l'agence nationale de la protection civile (ANPC) ; ✓ Décret N°2017-022/PR du 25 février 2017 portant approbation de la Politique Nationale de la Protection Civile ; ✓ Loi N°2010-004 portant code de l'eau ; ✓ Loi N° 2008-005 portant Loi-cadre sur l'environnement, ✓ etc. 	<ul style="list-style-type: none"> - Méconnaissance des textes par les communautés à la base ; - Non-respect des textes par les acteurs ; - Absence de clarification dans les attributions des divisions de la prévention (Division de la prévention et Division de l'informatique et de l'alerte) dans l'Arrêté portant organisation de l'ANPC ; - Non prise en compte de la nouvelle donne par l'arrêté créant la PNRRC qui prit depuis 2009 par le MERF s'avère actuellement désuet 	<ul style="list-style-type: none"> - Application effective des textes dans l'esprit et la lettre ; - Vulgariser ces textes au niveau communautaire ; - Sensibiliser l'exécutif communal sur leurs rôles et responsabilités dans le relais du cadre de gouvernance et de gestion des risques des inondations et des sécheresses au niveau local ; - Renforcer les capacités du président des CCD comme relais du cadre de gouvernance et de gestion des risques des inondations et des sécheresses au niveau local - Mettre à jour l'arrêté portant organisation de la plateforme

Plateforme nationale de réduction des risques de catastrophes	Ambiguïté dans les mandats institutionnels	<ul style="list-style-type: none"> - Clarification des mandats institutionnels - Elaboration des procédures opérationnelles standards (SOP)
Stratégie nationale de réduction des risques de catastrophes (2023-2027)	Ambiguïté dans les mandats institutionnels	
Stratégie nationale pour le relèvement post catastrophes (2022 – 2026)	Ambiguïté dans les mandats institutionnels	Clarification des rôles et responsabilités des différents acteurs
Stratégie nationale de mise en œuvre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	<ul style="list-style-type: none"> - Méconnaissance par les populations ; - Faible mobilisation des moyens financiers 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation et vulgarisation - Appui pour la réalisation des actions
Politique nationale de protection civile (2017-2030)	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'inclusion spécifique de tous les acteurs intervenant dans la prévention des risques de catastrophes ; - Elle ne fait pas cas des dispositions de mise à jour de la PNRRC 	<ul style="list-style-type: none"> - Clarification de tous les acteurs intervenant dans la prévention ainsi que leurs rôles et responsabilité - Définir les conditions de mise à jour de la politique
Feuille de route gouvernementale Togo 2025	<ul style="list-style-type: none"> - Le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile auquel est affilié l'ANPC ne figure pas parmi les ministères impliqués dans la réponse aux risques climatiques majeurs - La prise en compte du volet RRC est limitée à la réponse 	<ul style="list-style-type: none"> - Mieux intégrer la RRC - Ajouter le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile parmi les Ministères impliqués
Comités Locaux Eau (CLE)	<ul style="list-style-type: none"> - Existe par endroits - Manque de moyens d'action 	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à la mise en place des CLE dans toutes les communautés ; - Renforcer les capacités des différents CLE ; - Equiper les différents CLE de moyens d'action

3.4.3. Identification des bonnes pratiques et des opportunités de gestion intégrée des risques des inondations et de sécheresse dans BV au Togo

Les bonnes pratiques et des opportunités de gestion intégrée des risques des inondations et de sécheresse dans BV au Togo ont également été identifiées lors des travaux de groupes. Ces bonnes pratiques ont été identifiées suivant quatre dimensions : la compréhension des paramètres des risques des inondations et sécheresses, les investissements dans la réduction des risques de catastrophe pour la résilience aux risques des inondations et sécheresses, le renforcement de la gouvernance des risques des inondations et sécheresses et l'amélioration de la préparation et de la reconstruction. Au total 16 bonnes pratiques ont été identifiées dans les 4 dimensions.

Le tableau 6 suivant synthétise les bonnes pratiques identifiées pour la GIRIS dans le bassin de la Volta au Togo

Tableau 6 : Bonnes pratiques et des opportunités de gestion intégrée des risques des inondations et de sécheresse dans BV au Togo

Dimensions	Bonnes pratiques	Opportunités
Compréhension (étude et connaissance) des paramètres (aléa, vulnérabilité, exposition...) des risques des inondations et des sécheresses	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration des cartes de risque ; - Diffusion des informations météorologiques ; - Elaboration des profils à risque ; - Formation des hommes et femmes de médias sur les RRC ; - Dynamisation des clubs des mères sur la thématique du RRC ; - Reboisement des berges des cours d'eaux et les flancs de montagnes - Pratique de feux de brousse précoces ; - Rendre l'information sur les risques de catastrophe facilement accessible au niveau local 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de financement sur les fonds communaux ; - Projet de construction et de réhabilitation de la station météo à Daoudé (FSRP) - Projet de renforcement institutionnel et de capacités pour la réduction des risques des catastrophes et d'adaptation aux changements climatiques de la CRT - Projet d'appui à la résilience communautaire en matière de changements climatiques de la CRT ;
Investissement dans la réduction des risques de catastrophe pour la résilience aux risques des inondations et sécheresses	<ul style="list-style-type: none"> - Construction et entretien des ouvrages de franchissement des cours d'eaux ; - Construction des retenus d'eaux ; - Utilisation des outils VoltALARM et FANFAR ; - Le reboisement - Maintenir une zone de sécurité entre les parcelles agricoles et les cours d'eaux ; Construction de retenues d'eau pour le maraîchage et l'élevage 	<ul style="list-style-type: none"> - Programme national de reboisement (PNR) - Disponibilité des terres cultivables ; - Projet EJV d'ANADEB ; - Existence des ONGs intervenant dans le domaine telle que INADES-FORMATION TOGO. - Existence de l'ABV et de GWP-AO ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Pratique de l'agroforesterie ; - Utilisation des foyers améliorés ; - Pratique des pares-feux ; - Utilisation des semences améliorées à haut rendement. 	<ul style="list-style-type: none"> - Bonne collaboration avec les PTF (OMM, BM, PNUD, UE, CEDEAO, ...).
Renforcement de la gouvernance des risques des inondations et sécheresses	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration de plans de contingence et cartes de risques communautaires ; - Vulgarisation des textes relatifs au permis de construire ; - Renforcement des capacités des CCD et CVD pour la gouvernance des risques 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence et compétences pour la gestion des risques d'inondation et de sécheresse ; - Existence des projets et programmes en lien avec la gestion de ces aléas ;
Amélioration de la préparation et de la reconstruction	<ul style="list-style-type: none"> - Réaliser les ouvrages résilient ; - Faire des simulations des situations de catastrophe au niveau local ; - Action de solidarité entre les différentes communautés des communes, de l'Etat et des ONG ; - Diversification des sources de revenu (AGR) ; - Cultures de retraits ; - Formation des artisans pour la construction des habitations résilient aux catastrophes - 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de réseau de stations météorologiques ; - Existences des Mairies de l'ANPC de l'Action sociale et des ONG ; - Disponibilité de ressource et de structures compétentes au niveau du ministère de l'Agriculture, de l'environnement et de l'action sociale

3.4.4. Initiatives, programmes et projets de gouvernance et de gestion des risques des inondations et de sécheresse

Les travaux de groupes ont permis également d'identifier quelques initiatives en cours qui puissent servir d'opportunité pour la mise en œuvre de certaines actions. Ces initiatives, les contraintes afférentes et les suggestions d'améliorations sont récapitulées dans le Tableau 7.

Tableau 7 : Contraintes de mise en œuvre de quelques initiatives, projets et programmes et les suggestions d'amélioration

Répertoire (liste actualisée)	Difficultés et contraintes rencontrées dans la mise en œuvre/ application	Améliorations à mettre en place pour résultats concrets à impacts durables
Projet VFDM		Financer les actions de mise en œuvre des bonnes pratiques identifiées
Programme d'Urgence de Renforcement de la Résilience dans la région des Savanes (PURS)	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de moyens financiers - Problèmes d'insécurité dans la région - Programme limité dans la région des savanes seules - Fortes vulnérabilités des populations de la région des Savanes 	<ul style="list-style-type: none"> - Mobiliser davantage les moyens financiers - Etendre le programme dans la région de la Kara et Centrale - Renforcer le PURS par d'autres actions pour une prise en compte de tous les secteurs
Projet NAP Readiness « GCP/TOG/022/GCR : Renforcement des capacités nationales et régionales pour une gestion efficace des risques climatiques au Togo »	Absence de secteur dédié spécifiquement à la RRC	<ul style="list-style-type: none"> - Définir un secteur spécifique à la RRC - Mettre en œuvre les stratégies d'adaptation contenues dans les plans régions
Disponibilisation de 20ha par village dans la commune de Dankpen 1 pour le reboisement	<ul style="list-style-type: none"> - Réticence des propriétaires terriens de certains villages - Aménagement de ces domaines suivant les règles de l'art - Insuffisance de moyens matériels et financiers pour le reboisement, l'entretien et l'aménagement adéquat de ces domaines 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les propriétaires terriens sur les multiples avantages de ces domaines - Associer étroitement les techniciens du ministère de l'environnement au reboisement et à l'aménagement des domaines - Trouver des mécanismes innovants de financement de cette action
Projet de renforcement institutionnel et de capacités pour la réduction des risques des catastrophes et d'adaptation aux changements climatiques de la CRT	<ul style="list-style-type: none"> - Fonds limité pour la mise en œuvre de ce projet - Zone de couverture du projet limitée à 2 préfectures sur 7 	<ul style="list-style-type: none"> - Plaidoyer pour trouver des fonds complémentaires - Etendre le projet aux autres préfectures de la région
Projet d'appui à la résilience communautaire en matière de changements climatiques de la CRT	- Peu d'engagement des communautés par insuffisance	- Sensibiliser les communautés sur toute la thématique des CC

	<p>de sensibilisation sur les changements climatiques et leurs impacts potentiels</p> <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des ressources financières, techniques et humaines - Intégration insuffisante entre différents acteurs et secteurs, tels que l'agriculture, l'eau, la gestion des ressources naturelles, la santé, etc. - Insuffisante connaissance du profil de risques et absence de plans de gestion des risques au niveau local. 	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier des solutions aux contraintes économiques ou à l'absence d'infrastructures appropriées pour l'accès aux innovations et technologies pour l'adaptation au CC. - Privilégier les solutions transversales prenant en compte tous les secteurs - Elaborer les profils de risques au niveau communautaires
<p>Programme National de Reboisement (PNR) 2017-2030</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Difficulté d'accès à la terre - Insécurité foncière - Manque de moyens financiers adéquat pour le reboisement et l'entretien à long terme - Problématique des feux de végétation - Problèmes de suivi et surveillance : des sites de reboisement - Implication insuffisante des communautés locales pour la durabilité et l'acceptation sociale du programme. - Les effets des changements climatiques, tels que les précipitations irrégulières et les périodes de sécheresse affectent la réussite des projets de reboisement 	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer des textes pour faciliter l'accès à la terre et sécuriser le foncier pour le reboisement - Mettre en place des mécanismes innovants de financement des PNR - Impliquer davantage les communautés locales

3.4.5. Consolidation et mise à l'échelle des bonnes pratiques

Différentes actions pour la consolidation, la formalisation et la mise à l'échelle des bonnes pratiques ainsi que les acteurs responsables de leur mise en œuvre dans la partie togolaise du BV ont été identifiés pendant des travaux de groupe. Le Tableau 8 présente la synthèse de la planification des actions retenues par l'ensemble des acteurs et les institutions responsables de leur mise en œuvre.

Tableau 8 : Bonnes pratiques, actions et acteurs pour la consolidation et la mise à l'échelle

Dimensions	Bonnes pratiques	Actions	Acteurs responsables (du niveau local à l'échelle transfrontière)
Compréhension (étude et connaissance) des paramètres (aléa, vulnérabilité, exposition...) des risques des inondations et sécheresses	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration des cartes à risque ; - Diffusion de l'information météo ; - Elaboration des profils à risque ; - Reboisement des berges des cours d'eaux et les flancs de montagnes - Pratique de feux de brousse précoces ; - Démocratiser l'information sur les risques de catastrophe au niveau local 	<ul style="list-style-type: none"> - Doter chaque village de carte à risque ; - Diversifier les canaux d'information météo et traduire en langue locale 	<ul style="list-style-type: none"> Communes, ANPC METEO, Communes
Investissement dans la réduction des risques de catastrophe pour la résilience aux risques des inondations et sécheresses	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la résilience des communautés dans leurs déplacements ; - Maitrise de l'eau dans les communautés - Le reboisement - Maintenir une zone de sécurité entre les parcelles agricoles et les cours d'eaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction et entretien des ouvrages de franchissement des cours d'eaux ; - Construction des retenus d'eaux ; - Production, mise en terre et entretien des plants, - Sensibilisation, répression; - Recherche d'investissements 	<ul style="list-style-type: none"> - Communes, direction en charge des pistes rurales - Communes, agriculture, ONG ; hydraulique villageoise - Communes, agriculture, ONG, environnement - Communes, agriculture, ONG, environnement, CCD, CVD ; - DRE (ressources en eau)
Renforcement de la gouvernance des risques des	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion adéquate de la gouvernance des risques au niveau communal 	<ul style="list-style-type: none"> - Prendre des arrêtés communaux pour la réduction des 	<ul style="list-style-type: none"> - Elus locaux et exécutifs municipaux - Elus locaux et exécutifs municipaux

inondations et sécheresses	<ul style="list-style-type: none"> - Création des départements communaux en charge des risques de catastrophes ; - Renforcer les capacités des CCD et CVD pour la gouvernance des risques ; - Respect des textes et lois en vigueur 	<ul style="list-style-type: none"> risques d'inondation ; - Prendre des arrêtés communaux créant ces départements, - Formation, équipements... 	<ul style="list-style-type: none"> - Communes, ANPC, Action sociale, Agriculture, Environnement, METEO, hydraulique villageoise
Amélioration de la préparation et de la reconstruction	<ul style="list-style-type: none"> - Démocratiser l'information sur les risques de catastrophe au niveau local ; - Réaliser les ouvrages résiliant ; - Se préparer adéquatement aux inondations et à la sécheresse - Action de solidarité entre les communautés, de la Commune, de l'Etat et des ONG 	<ul style="list-style-type: none"> - Large diffusion de l'information en langue locale - Former les artisans sur les techniques de construction résiliente - Réaliser des exercices de simulations au niveau local ; - Porter assistance aux sinistrés - Distribution des semences, de plants 	<ul style="list-style-type: none"> - METEO, commune, Radios communautaire, ANPC - Urbanisme, ANPC, Communes - METEO, commune, Radios communautaire, ANPC, agriculture, CRT, CSP... - Commune, ANPC, agriculture, CRT, Action sociale, - Agriculture, environnement

3.4.5. Valorisation des bonnes pratiques

Pour la valorisation des bonnes pratiques, très peu de suggestions ont été faites à cause du temps insuffisant. Les propositions faites sont résumées dans le tableau 9.

Tableau 9 : Actions retenues pour la valorisation des opportunités

Dimensions	Opportunités	Actions	Acteurs responsables (du niveau local à l'échelle transfrontière)
Compréhension (étude et connaissance) des paramètres (aléa, vulnérabilité, exposition...) des risques	<ul style="list-style-type: none"> - Projet de renforcement institutionnel et de capacités pour la réduction des risques des catastrophes et 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place des structures communautaires - Action de reboisement - Construction de foyers améliorés 	<ul style="list-style-type: none"> - Club des mères - PC-Team - Croix-Rouge Togolaise

des inondations et sécheresses	d'adaptation aux changements climatiques de la CRT - Projet d'appui à la résilience communautaire en matière de changements climatiques de la CRT	- Réalisation de projets pilotes - Initiatives endogènes	
Investissement dans la réduction des risques de catastrophe pour la résilience aux risques des inondations et sécheresses	Projet EJV d'ANADEB INADES-FORMATION TOGO		
Renforcement de la gouvernance des risques des inondations et des sécheresses			
Amélioration de la préparation et de la reconstruction	- Espace de 35 à 50 m à conserver sur chaque rive des cours d'eau - Pratique des pare-feux - Utilisation des semences améliorées à haut rendement - Renforcement des bâtiments d'habitation		

3.5. Synthèse des observations et suggestions

La synthèse des observations et suggestions faites lors de l'atelier permet de relever la nécessité de :

- vulgariser les textes et sensibiliser sur leur application et leur respect ;
- élaborer le profil de risques aux échelles préfectorales et communales,
- l'adoption d'une politique nationale de la protection civile ;
- l'intégration du savoir endogène dans les politiques, plans et programmes ;

- l'élaboration des plans locaux ;
- la prise en compte des spécificités locales dans l'élaboration des politiques, plans, projets et programmes ;
- l'appui aux initiatives locales en matière de gestion intégrée des risques des inondations et des sécheresses ;
- la construction des retenues d'eaux pour aider les communautés locales à mener d'autres activités génératrices de revenus face aux impacts des catastrophes sur l'agriculture qui est la principale activité socio-économique.

4. Clôture de l'atelier

Elle a été marquée par les interventions du représentant du Directeur des Ressources en Eau, du Directeur exécutif de l'ONG JVE, de la porte-parole des femmes et de M. l'Adjoint au Maire de la commune d'Assoli représentant l'Autorité.

Le Représentant du Point focal de l'ABV a justifié au nom de son ministère de tutelle, du Directeur des Ressources en Eau et point focal de l'ABV au Togo et également au nom de son Directeur Régional de l'Hydraulique, remercié tous les participants pour le travail abattu durant les deux jours de l'atelier et dit la disponibilité de son institution à continuer à œuvrer pour le renforcement de la résilience des communautés. Il a également remercié l'ONG JVE pour l'organisation conjointe de l'atelier.

Le Directeur exécutif de JVE s'est réjoui de la tenue effective de cet atelier et a annoncé l'élaboration d'un grand projet pour la consolidation des acquis du projet mis en œuvre. Il a mis un accent particulier sur la prise en compte de l'éducation, surtout dans les établissements scolaires, dans les futures activités/projets ; l'implication des organisations féminines et paysannes dans les activités, la nécessité de renforcement de la collaboration et de cohérence des actions entre les acteurs ainsi que d'avoir un bon système de communication. L'orateur est revenu sur le rôle central des mairies qui doivent disposer d'une carte de gestion des risques. Il a terminé ses propos par son souci et sa suggestion de la mise en valeur des savoirs locaux avant de remercier les participants.

La porte-parole des femmes s'est également réjoui du bon déroulement de l'atelier et réaffirmé qu'une restitution sera faite à sa communauté.

Monsieur l'Adjoint au Maire de la commune d'Assoli 1 a tout d'abord remercié tous les participants pour leur assiduité remarquable tout au long de l'atelier. Il n'a pas manqué de remercier les organisateurs de l'atelier ainsi que les partenaires et toutes les bonnes volontés qui ont contribué à la réussite de cet atelier. Un remerciement particulier a été adressé à JVE qui, selon l'orateur, réveille les communautés sur les questions de changements climatiques. Il a exhorté tous les participants à faire une restitution dès leur retour. C'est sur ces mots qu'il a déclaré clos les travaux de l'atelier.

5. Conclusions et recommandations

D'une manière générale, l'atelier local portant sur les outils, les stratégies ainsi que les autres dispositions de réduction des risques de catastrophes (RRC) et d'adaptation aux changements climatiques (ACC) pour le renforcement de la résilience dans le bassin de la Volta s'est bien déroulé et des retours et suggestions pertinentes ont été recueillies pour améliorer le cadre général de gestion intégrée des inondations et de la sécheresse. Tous les points inscrits à l'agenda ont été abordés avec une approche interactive et participative et dans une atmosphère de convivialité. Les participants sont repartis avec un sentiment de satisfaction dans l'espoir que les recommandations puissent être mises en œuvre sans délai. En plus des retours et suggestions qui ont été faites sur les différentes dimensions conformément au cadre de Sendai, des recommandations ont été formulées et portant sur :

- L'implication de l'université de Kara dans le processus ;
- La prise en compte de l'assainissement ;
- La prise en compte de la dimension de l'éducation dans la culture du risque par tous les acteurs ;
- La prise en considération des organisations à la base (les coopérations paysannes ; les groupements des femmes.) dans les différentes activités de RRC et ACC ;
- L'appel des municipaux à prendre actes et à jouer un rôle important dans la procédure de gestion des risques.

Annexes

Annexe 1 : Liste des participants à l'atelier



Atelier local sur les outils, les stratégies ainsi que les autres dispositions de réduction des risques de catastrophe (RRC) et d'adaptation au changement climatique (ACC) pour le renforcement de la résilience dans le bassin de la volta du projet VFDM à Kara au TOGO

Liste de présence

Date :

Lieu :

N°	Nom & Prénom	Genre	Email/Contact	Fonction	Structure	Signature
1	DAGBANDJA Oupoukpa M	M	31743446	Met canton Katchoumba	Prefferia	
3	BAJANA H. Maleki	M	maleki.baj@wfp.org 90883100	Consultant	GWP-AO	

3	YANDJRE Sandja	M	92-19-98-91	Cultivateur	Katchamba	
4	MAMAM N'fépimi	M	92322184	cultivateur	Katchamba	
5	BARA Ouyemi	F	70.15.68.69	Ménagère	Katchamba	Bnd
6	M'BALIBA N'YANDH	F	70.57.84.86	Ménagère	Katchamba	
7	ABLOUMANOU Fatima	F	90-60-23-86	Ménagère	Katchamba	101
8	Bini E. Frédéric	M	70385953	Assistant Consultant chef section PSE	KARA	
9	TCHASSOM Assouham Kougnara	M	90008188	DREHV-RK	KARA	

10	BIAO Aboulaye	M	90991654	CC D Daoudé	Daoudé	
11	AGREGNA AWOURAKI	M	90435891	CVD KADJANDO	Daoudé	
12	Adam Abdou	M	90-37-56-48	Cultivateur KPALADA	Daoudé	
13	DJIBRIL Meri	F	92309538	transformatrice des produits lactés	Daoudé	
14	MOUSSA DSEWERIETOU	F	90994540	Ménagère	Daoudé	
15	MAMAN AÏCHATOUL	F	93-00-27-76	Ménagère	Daoudé	
16	AZOTI Mahamadou	M	90122528	DR. Hydraulique Kara	Kara	

18	C&A MABEELIM M. B	M	90097901 balabenadjelime & prod..com	Chef section Environnement & DRERF-K	DRERF	
18	MOUMOUNI Awaoué	F	70-37-79-78	Menagere	Daoude	
19	ALFA-TOGA Anouar Toure	M	anouaralfa@unhcr.org 91197379	Chef section JRAEDR	JRAEDR	
20	KOUGLO YAOUI Eam	M	edemkouglo@gmail.com 20060643	DRN ANPC	DRN ANPC	
21	PAGOUYA Kouyoua	M	92924612 pouyouakouyoua@gmail.com Jabo.Fr	Chet centre Meto Kara	ANAMET Kara	
22	SEYDOU ABISSOU Abdel. Akime	M	90843424 abdelaakime@gmail.com	Coordinateur CRT/Kara	CRAP- Kouge/Kara	
23	AGOUBA Poyodi Magline	M	90125749 maglineaguba@gmail.com	Chef Mission Action sociale	DRAS Kara	

24	HASSIN Tchikwani	M	magline@yakoou 91154223	DKP DRT./ Rep. Proj. K.	Prefecture de la Kogah	
25	TCHACHANANA Kadjo Bidatalayou	M	90098398	Pdt Commission domaniale ASSOLI-1	Prefecture Assoli	
26	HASSEMOU Aboubakar	M	aboubakar.hassamou @gmail.com. 90811467	Adjoint au Maire Représentant du Maire ASSOLI-1	Prefecture d'ASSOLI	
27	N'BAYATE Tabare	M	nbayate18@gmail.com 90254268	Pdt com. Affaires domaniales Sankpen-1	Prefecture de Sankpen	
28	SHAIBOU Y. O. Founou Kou	M	founou@recherche.70.gov.gh 92262642	Preventioniste	Sapeur-pompier	
29	TCHIOU BOUKARE Soule	M	91420894	Secr S G Canton DAOUDE	Prefecture ASSOLI	
30	FOMEDEI Kossi-Kuma	M	fomedei@gmail.com 91351683	Resm. de la résidence de matipere ONGPVE	ONG JVE	

31	AKAKPO Mark Yao Christian	M	akakpoyaoanem@gmail.com 96-89-8717	Assistant à la Coordination des BL	ONG JVE	
32	KONLANI Gninpale	M	konlani2005@yahoo.fr 93 63 21 73	Coordonnateur SFN	DRE/MEHV	
33	KOKOTI Pirenam Eugène	M	92 17 94 04	Coordonnateur antenne Kara	ONG JVE	
34	ATAKOUNA Médédé'	F	9151 13 16	Secrétaire - Comptable	ONG JVE	
35	BAKALI Hérou Badibawou	M		Préfet de la Kozah	Préfecture de la Kozah	

Annexe 2 : Agenda de l'atelier

Horaire	Activités	Méthodologie	Intervenants
Jour 1			
08h30-09h00	Inscription des participant(e)s	Secrétariat	▪ PNE
09h00-10h00	Session 0 : Cérémonie d'ouverture et mise en route de l'atelier local		
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Allocutions des partenaires ▪ Discours d'ouverture 	Mots de bienvenue et Discours	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Facilitateur Local ▪ Maire ▪ Coordonnateur SFN ABV ▪ Préfet)
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Présentation des participant(e)s 	Présentation	<ul style="list-style-type: none"> ▪ PNE ▪ Consultant National ▪ Participants
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Objectifs de l'atelier ▪ Agenda de l'atelier et adoption 	Exposé/ débat	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Aspects logistiques ▪ Mise en place du présidium de l'atelier 	Participants		
10h00-10h15	PAUSE CAFE		

Horaire	Activités	Méthodologie	Intervenants
Session 1 : Aperçu du profil de risques, du SAP – VoltAlarm, de la stratégie régionale de réduction de GIRIS ainsi que des autres dispositions de RRC et d’ACC du bassin de la Volta			
10h15–11h30	Session 1.1 : Profil de risques du bassin de la Volta	Exposé/ débat	<ul style="list-style-type: none"> ▪ SFN/Consultant national ▪ Participant(e)s
	Session 1.2 : SAP - VoltAlarm dans le bassin de la Volta	Exposé/ débat/	<ul style="list-style-type: none"> ▪ SFN/Consultant national ▪ Participant(e)s
	Session 1.3 : Stratégie régionale de réduction et de la GIRIS dans le bassin de la Volta	Exposé/ débat/	<ul style="list-style-type: none"> ▪ SFN/Consultant national ▪ Participant(e)s
	Session 1.4 : Autres dispositions de RRC et d’ACC dans le bassin de la Volta	Exposé/ débat/	<ul style="list-style-type: none"> ▪ SFN/Consultant national ▪ Participant(e)s
Session 2 : Commentaires et suggestions d’amélioration, selon les communautés locales, au profil de risques des inondations et de la sécheresse, au SAP – VoltAlarm, de la stratégie régionale de réduction et de GIRIS ainsi qu’aux autres dispositions de RRC du bassin de la Volta			
11h30-13h00	Commentaires et suggestions d’amélioration des communautés locales, en matière de mise en œuvre des outils et des stratégies ainsi que les autres dispositions de RRC et d’ACC dans le bassin de la Volta <ul style="list-style-type: none"> ▪ Premiers résultats de la mission d’étude ▪ Consignes des travaux de groupe 1 ▪ Travaux de groupe 1 	Exposé/ débat/	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Consultant national ▪ Participant(e)s ▪
13h00-14h00	PAUSE DEJEUNER		
14h00-15h30	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Travaux de groupe 1 (suite et fin) ▪ Restitution des résultats des travaux de groupe 1 	Exposé/ débat/ Exercices	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Consultant national ▪ Participant(e)s
Session 3 : Actions pour (i) consolider et assurer la durabilité et (ii) renforcer la mise en œuvre des mesures de GIRIS ainsi que d’ACC au niveau communautaire dans la portion béninoise du bassin de la Volta à long terme			
15h30-18h00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Premiers résultats de la mission d’étude ▪ Consignes des travaux de groupe 2 ▪ Travaux de groupe 2 ▪ Restitution des résultats des travaux de groupe 2 	Exposé/ débat/ Exercices	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Consultant national ▪ Participant(e)s
18h00	Pause-café et fin de la 1^{ère} journée	Plénière	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Consultant national ▪ Participant(e)s
Jour 2			
Session 4 : Bonnes pratiques et opportunités pour l’amélioration des mesures de GIRIS ainsi que d’ACC dans la portion nationale du bassin de la Volta au Togo			

Horaire	Activités	Méthodologie	Intervenants
08h30- 10h30	Bonnes pratiques et opportunités pour l'amélioration des mesures de GIRIS ainsi que d'ACC dans la portion nationale du bassin de la Volta au Togo <ul style="list-style-type: none"> ▪ Premiers résultats de la mission d'étude ▪ Consignes des travaux de groupe 3 ▪ Travaux de groupe 3 	Exposé/ débat/ Exercices	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Consultant national ▪ Participant(e)s
10h30-10h45	PAUSE CAFE		
10h45- 11h45	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Travaux de groupe 3 (suite et fin) ▪ Restitution des résultats des travaux de groupe 3 	Exercices	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Participant(e)s
Session 5 : Pistes de dissémination et responsabilités des acteurs du niveau local à l'échelle transfrontière des bonnes pratiques identifiées et documentées			
11h45-13h30	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Premiers résultats de la mission d'étude ▪ Consignes des travaux de groupe 4 ▪ Travaux de groupe 4 ▪ Restitution des résultats des travaux de groupe 4 	Exposé/ débat/	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Consultant national ▪ Participant(e)s
13h30 -14h00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Synthèse des recommandations de l'atelier ▪ Cérémonie de clôture 	Rapportage Mots des participants et partenaires Discours de clôture	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Consultant national ▪ SFN, Mairie
14h00	FORMALITES DE DEPART – PAUSE DEJEUNER – DEPART		

Annexe 3 : Résultats des travaux de groupes

Résultats du groupe 1

Segment 1 : Revue du cadre de gouvernance et de gestion assortie de proposition des améliorations à mettre en place en vue de produire des résultats concrets à impacts durables

Dimensions	Répertoire (liste actualisée)	Difficultés et contraintes rencontrées dans la mise en œuvre/ application	Améliorations à mettre en place pour résultats concrets à impacts durables
Outils techniques y compris le profil de risques, les cartes, les systèmes d'alerte, plans en place pour la gestion des risques des inondations et des sécheresses dans votre portion nationale du BV et votre pays	Profil des risques	Non appropriation suffisante du document Non accessibilité du document	Renforcer la sensibilisation sur le contenu du document Rendre disponible le document à la base
	SAP	Aucune information sur le dispositif SAP au niveau des communautés	Sensibiliser les communautés par rapport au dispositif SAP
	Cartes de vulnérabilité ou de risques	Les comités de veille manquent de moyens d'alerte (logistique)	Equiper les comités de veille en logistique (mégaphones, vélos, téléphones, etc.)
	Plan national de contingences multirisques et plan régionaux	Non disponibles aux plans préfectoral et communal Manque de moyens d'intervention adéquats et dans le délai	Désagréger ces plans aux niveaux préfectoral et communal et les vulgariser Equiper les différents acteurs régionaux en moyens d'intervention adéquats
	Stratégie Nationale de Réduction des Risques et Catastrophes Naturelles au Togo		
Cadre de gouvernance et de gestion des risques des inondations et des sécheresses y compris lois et autres textes juridiques et réglementaire, institutions, politiques et stratégies	Mécanisme de coordination	Les comités de veille manquent de moyens d'alerte (logistique)	Equiper les comités de veille en logistique (mégaphones, vélos, téléphones, etc.)
	Textes / Lois	Ces textes et lois existent mais sont méconnus par les communautés à la base	Vulgariser ces différents instruments au niveau communautaire
	CLE	Existe par endroits Manque de moyens d'action	Veiller à la mise en place des CLE dans toutes les communautés

			Renforcer les capacités des différents CLE Equiper les différents CLE de moyens d'action
Initiatives, programmes, projets de gouvernance et de gestion des risques des inondations et des sécheresses	Projet de renforcement institutionnel et de capacités pour la réduction des risques des catastrophes et d'adaptation aux changements climatiques de la CRT	Fonds limité dans la mise en œuvre de ce projet Zone de couverture du projet limitée à 2 préfectures sur 7	Plaidoyer pour trouver des fonds complémentaires Etendre le projet aux autres préfectures de la région
	Projet d'appui à la résilience communautaire en matière de changements climatiques de la CRT	Durée de mise en œuvre très courte	Plaidoyer pour trouver un financement plus consistant devant permettre une durée de mise en œuvre plus longue

Segment 2 : Identification des bonnes pratiques et des opportunités de gestion intégrée des risques des inondations et de sécheresse dans BV au Togo

Dimensions	Bonnes pratiques	Opportunités
Compréhension (étude et connaissance) des paramètres (aléa, vulnérabilité, exposition...) des risques des inondations et des sécheresses	Eviter de construire dans les zones inondables	Projet de renforcement institutionnel et de capacités pour la réduction des risques des catastrophes et d'adaptation aux changements climatiques de la CRT Projet d'appui à la résilience communautaire en matière de changements climatiques de la CRT
	Respecter les normes d'exploitation des berges des cours d'eau	
	Reboisement des berges des cours d'eaux et les flancs de montagnes	
	Limitation de l'utilisation des pesticides et des engrais chimiques	
	L'auto-évaluation communautaire des vulnérabilités et capacités	Projet de renforcement institutionnel et de capacités pour la réduction des risques des catastrophes et d'adaptation aux changements climatiques de la CRT
	Pratique de feux de brousse précoces	
	Reboisement d'alignement servant de brise-vent	
	Elaboration de plans de contingence et cartes de risques communautaire	Projet de renforcement institutionnel et de capacités pour la réduction des risques des catastrophes et d'adaptation aux changements climatiques de la CRT
	Utilisation des foyers améliorés	Projet de renforcement institutionnel et de capacités pour la réduction des risques des catastrophes et d'adaptation aux changements climatiques de la CRT Projet PALCC
Pratique de l'agroforesterie		
	Construction de retenues d'eau pour le maraîchage et l'élevage	Projet EJV d'ANADEB

Dimensions	Bonnes pratiques	Opportunités
Compréhension (étude et connaissance) des paramètres (aléa, vulnérabilité, exposition...) des risques des inondations et des sécheresses	Eviter de construire dans les zones inondables	Projet de renforcement institutionnel et de capacités pour la réduction des risques des catastrophes et d'adaptation aux changements climatiques de la CRT Projet d'appui à la résilience communautaire en matière de changements climatiques de la CRT
	Respecter les normes d'exploitation des berges des cours d'eau	
	Reboisement des berges des cours d'eaux et les flancs de montagnes	
	Limitation de l'utilisation des pesticides et des engrais chimiques	
	L'auto-évaluation communautaire des vulnérabilités et capacités	Projet de renforcement institutionnel et de capacités pour la réduction des risques des catastrophes et d'adaptation aux changements climatiques de la CRT
	Pratique de feux de brousse précoces	
	Reboisement d'alignement servant de brise-vent	
	Elaboration de plans de contingence et cartes de risques communautaire	Projet de renforcement institutionnel et de capacités pour la réduction des risques des catastrophes et d'adaptation aux changements climatiques de la CRT
	Utilisation des foyers améliorés	Projet de renforcement institutionnel et de capacités pour la réduction des risques des catastrophes et d'adaptation aux changements climatiques de la CRT Projet PALCC
Investissement dans la réduction des risques de catastrophe pour la	Pratique de l'agroforesterie	
	Réalisation d'un forage pour les maraîchers	INADES-FORMATION TOGO

Dimensions	Bonnes pratiques	Opportunités
Compréhension (étude et connaissance) des paramètres (aléa, vulnérabilité, exposition...) des risques des inondations et des sécheresses	Eviter de construire dans les zones inondables	Projet de renforcement institutionnel et de capacités pour la réduction des risques des catastrophes et d'adaptation aux changements climatiques de la CRT Projet d'appui à la résilience communautaire en matière de changements climatiques de la CRT
	Respecter les normes d'exploitation des berges des cours d'eau	
	Reboisement des berges des cours d'eaux et les flancs de montagnes	
	Limitation de l'utilisation des pesticides et des engrais chimiques	
	L'auto-évaluation communautaire des vulnérabilités et capacités	Projet de renforcement institutionnel et de capacités pour la réduction des risques des catastrophes et d'adaptation aux changements climatiques de la CRT
	Pratique de feux de brousse précoces	
	Reboisement d'alignement servant de brise-vent	
	Elaboration de plans de contingence et cartes de risques communautaire	Projet de renforcement institutionnel et de capacités pour la réduction des risques des catastrophes et d'adaptation aux changements climatiques de la CRT
	Utilisation des foyers améliorés	Projet de renforcement institutionnel et de capacités pour la réduction des risques des catastrophes et d'adaptation aux changements climatiques de la CRT Projet PALCC
	Pratique de l'agroforesterie	
renforcement de la gouvernance des risques	Respect des textes et lois en vigueur	

Dimensions	Bonnes pratiques	Opportunités
Compréhension (étude et connaissance) des paramètres (aléa, vulnérabilité, exposition...) des risques des inondations et des sécheresses	Eviter de construire dans les zones inondables	Projet de renforcement institutionnel et de capacités pour la réduction des risques des catastrophes et d'adaptation aux changements climatiques de la CRT Projet d'appui à la résilience communautaire en matière de changements climatiques de la CRT
	Respecter les normes d'exploitation des berges des cours d'eau	
	Reboisement des berges des cours d'eaux et les flancs de montagnes	
	Limitation de l'utilisation des pesticides et des engrais chimiques	
	L'auto-évaluation communautaire des vulnérabilités et capacités	Projet de renforcement institutionnel et de capacités pour la réduction des risques des catastrophes et d'adaptation aux changements climatiques de la CRT
	Pratique de feux de brousse précoces	
	Reboisement d'alignement servant de brise-vent	
	Elaboration de plans de contingence et cartes de risques communautaire	Projet de renforcement institutionnel et de capacités pour la réduction des risques des catastrophes et d'adaptation aux changements climatiques de la CRT
	Utilisation des foyers améliorés	Projet de renforcement institutionnel et de capacités pour la réduction des risques des catastrophes et d'adaptation aux changements climatiques de la CRT Projet PALCC
Pratique de l'agroforesterie		
des inondations et sécheresses		
	Espace de 35 à 50 m à conserver sur chaque rive des cours d'eau	

Dimensions	Bonnes pratiques	Opportunités
Compréhension (étude et connaissance) des paramètres (aléa, vulnérabilité, exposition...) des risques des inondations et des sécheresses	Eviter de construire dans les zones inondables	Projet de renforcement institutionnel et de capacités pour la réduction des risques des catastrophes et d'adaptation aux changements climatiques de la CRT Projet d'appui à la résilience communautaire en matière de changements climatiques de la CRT
	Respecter les normes d'exploitation des berges des cours d'eau	
	Reboisement des berges des cours d'eaux et les flancs de montagnes	
	Limitation de l'utilisation des pesticides et des engrais chimiques	
	L'auto-évaluation communautaire des vulnérabilités et capacités	Projet de renforcement institutionnel et de capacités pour la réduction des risques des catastrophes et d'adaptation aux changements climatiques de la CRT
	Pratique de feux de brousse précoces	
	Reboisement d'alignement servant de brise-vent	
	Elaboration de plans de contingence et cartes de risques communautaire	Projet de renforcement institutionnel et de capacités pour la réduction des risques des catastrophes et d'adaptation aux changements climatiques de la CRT
	Utilisation des foyers améliorés	Projet de renforcement institutionnel et de capacités pour la réduction des risques des catastrophes et d'adaptation aux changements climatiques de la CRT Projet PALCC
Pratique de l'agroforesterie		
Amélioration de la préparation et de la reconstruction	Pratique des pares-feux	
	Utilisation des semences améliorées à haut rendement	
	Renforcement des bâtiments d'habitation	

Segment 3 : Consolidation (renforcer), formalisation et mise à l'échelle des bonnes pratiques

Dimensions	Bonnes pratiques	Actions	Acteurs responsables (du niveau local à l'échelle transfrontière)
<p>Compréhension (étude et connaissance) des paramètres (aléa, vulnérabilité, exposition...) des risques des inondations et sécheresses</p>	<p>Eviter de construire dans les zones inondables</p> <p>Respecter les normes d'exploitation des berges des cours d'eau</p> <p>Reboisement des berges des cours d'eaux et les flancs de montagnes</p> <p>Limitation de l'utilisation des pesticides et des engrais chimiques</p> <p>L'auto-évaluation communautaire des vulnérabilités et capacités</p> <p>Pratique de feux de brousse précoces</p> <p>Reboisement d'alignement servant de brise-vent</p> <p>Elaboration de plans de contingence et cartes de risques communautaire</p> <p>Utilisation des foyers améliorés</p> <p>Pratique de l'agroforesterie</p>	<p>Reboisement</p> <p>Balisage de ces zones</p> <p>Renforcement du contrôle transfrontalier</p> <p>Sensibilisation des producteurs sur les effets néfastes de ces produits</p>	<p>CCD, CVD</p> <p>Mairies</p> <p>ONG</p> <p>Direction régionale de l'Environnement</p> <p>Sécurité nationale</p> <p>Direction régionale de l'agriculture</p>
<p>Investissement dans la réduction des risques de catastrophe pour la résilience aux risques des inondations et sécheresses</p>	<p>Construction de retenues d'eau pour le maraîchage et l'élevage</p>	<p>Recherche de financement</p> <p>Appel d'offre</p> <p>Réalisation des ouvrages</p>	<p>Direction régionale de l'eau et de l'hydraulique</p>

Dimensions	Bonnes pratiques	Actions	Acteurs responsables (du niveau local à l'échelle transfrontière)
	Réalisation d'un forage pour les maraîchers		
Renforcement de la gouvernance des risques des inondations et sécheresses	Respect des textes et lois en vigueur	Vulgarisation de ces textes et lois au niveau communautaire	Acteurs communaux
Amélioration de la préparation et de la reconstruction	Espace de 35 à 50 m à conserver sur chaque rive des cours d'eau Pratique des pare-feux Utilisation des semences améliorées à haut rendement Renforcement des bâtiments d'habitation	Sensibilisation des riverains des berges Sensibilisation sur les pratiques culturelles et la lutte contre les feux de brousse	

Segment 4 : Valorisation des opportunités

Dimensions	Opportunités	Actions	Acteurs responsables (du niveau local à l'échelle transfrontière)
Compréhension (étude et connaissance) des paramètres (aléa, vulnérabilité, exposition...) des risques des inondations et sécheresses	<p>Projet de renforcement institutionnel et de capacités pour la réduction des risques des catastrophes et d'adaptation aux changements climatiques de la CRT</p> <p>Projet d'appui à la résilience communautaire en matière de changements climatiques de la CRT</p>	<p>Mise en place des structures communautaires</p> <p>Action de reboisement</p> <p>Construction de foyers améliorés</p> <p>Réalisation de projets pilotes</p> <p>Initiatives endogènes</p>	<p>Club des mères</p> <p>PC-Team</p> <p>Croix-Rouge Togolaise</p>
Investissement dans la réduction des risques de catastrophe pour la résilience aux risques des inondations et sécheresses	Projet EJV d'ANADEB INADES-FORMATION TOGO		
Renforcement de la gouvernance des risques des inondations et des sécheresses			
Amélioration de la préparation et de la reconstruction	<p>Espace de 35 à 50 m à conserver sur chaque rive des cours d'eau</p> <p>Pratique des pares-feux</p> <p>Utilisation des semences améliorées à haut rendement</p> <p>Renforcement des bâtiments d'habitation</p>		

Résultats du Groupe 2

Segment 1 : Revue du cadre de gouvernance et de gestion assortie de proposition des améliorations à mettre en place en vue de produire des résultats concrets à impacts durables

Dimensions	Répertoire (liste actualisée)	Difficultés et contraintes rencontrées dans la mise en œuvre/ application	Améliorations à mettre en place pour résultats concrets à impacts durables
Outils techniques y compris le profil de risques, les cartes, les systèmes d'alerte, plans en place pour la gestion des risques des inondations et des sécheresses dans votre portion nationale du BV et votre pays	Profil des risques, cartes et SAP, plans, Absence de profil de risque SAP Balises ; Poste automatique météo ; Carte des zones à risque d'inondation ; Carte de couverture des feux de végétation ; Répertoire des savoir locaux de la CRT ;	Insuffisance de diffusion et de partage de l'information; Incivisme ; Vandalisme des outils et installations techniques ; Outils techniques non accessible à la population / barrière linguistique ; Insuffisance de sensibilisation sur l'importance des outils mis en place	Traduire les cartes mis en place en langue locale ; Elaborer les cartes à risque spécifique à chaque communauté et les implanter à leurs niveaux ; Emettre les informations du SAP en langue locale. Utiliser les radios communautaires pour la diffusion des alertes ; Utiliser les canaux traditionnelles (groupe religieux, gongoneur) pour la diffusion des alertes Elaborer le profil de risque pour les communautés Vulgariser le répertoire des savoir locaux de la CRT
Cadre de gouvernance et de gestion des risques des inondations et des sécheresses y compris lois et autres textes juridiques et	Mécanisme de coordination, textes, lois, Méconnaissance au niveau des communautés locales du		Mobiliser les moyens pour permettre aux commissions spécialisées des communes pour

<p>réglementaire, institutions, politiques et stratégies</p>	<p>cadre de gouvernance et de gestion des risques des inondations et de sécheresses</p>		<p>qu'elles constituent les relais des Cadre de gouvernance et de gestion des risques des inondations et des sécheresses au niveau communautaire ; Sensibiliser l'exécutif communal sur leurs rôles et responsabilité dans le relais du cadre de gouvernance et de gestion des risques des inondations et des sécheresses au niveau local ; Renforcer les capacités du président des CCD comme relais du cadre de gouvernance et de gestion des risques des inondations et des sécheresses au niveau local ;</p>
<p>Initiatives, programmes, projets de gouvernance et de gestion des risques des inondations et des sécheresses</p>	<p>Création des forêts communautaires par INADES FORMATION ; Disponibilisation de 20ha par village dans la commune de Dankpen 1 pour le reboisement ; Reboisement par le ministère de l'environnement dans les communes ;</p>	<p>Insuffisance des moyens financiers ; Faible implication de l'exécutif communal et des communautés locales ; Difficulté d'accès au foncier</p>	

	<p>Identification et récompense des meilleurs reboiseurs par commune ;</p> <p>Projet de vulgarisation des foyers améliorés en bois dans le canton de Daoudè ;</p> <p>Mise en place des balises dans le canton de Daoudè ;</p> <p>Projet d'implantation d'une station agrométéorologique à Daoudè ;</p> <p>Projet de mise en place des comités de gestion des forêts à Katchamba et à Daoudè ;</p> <p>Projet de construction des retenus d'eaux à Katchamba et à daoudè ;</p> <p>Projet de création des forets de plantes médicinales à Katchamba et à Daoudè ;</p>		
--	--	--	--

Segment 2 : Identification des bonnes pratiques et des opportunités de gestion intégrée des risques des inondations et de sécheresse dans BV au Togo

Dimensions	Bonnes pratiques	Opportunités
Compréhension (étude et connaissance) des paramètres (aléa, vulnérabilité, exposition...) des risques des inondations et des sécheresses	Elaboration des cartes à risque ; Diffusion de l'information météo ; Elaboration des profils à risque	Projets en cours ou opportunité de financement, tout ce qui est éléments de facilitation Financement sur les fonds communaux ; Projet de construction et de réhabilitation de la station pluviométrique à Daoudè (FSRP)
Investissement dans la réduction des risques de catastrophe pour la résilience aux risques des inondations et sécheresses	Construction et entretien des ouvrages de franchissement des cours d'eaux ; Construction des retenus d'eaux ; Le reboisement Maintenir une zone de sécurité entre les parcelles agricoles et les cours d'eaux ;	Programme national de reboisement (PNR) Existence des cours d'eaux pour la construction des retenus d'eaux ; Disponibilité des terres cultivables ;
Renforcement de la gouvernance des risques des inondations et sécheresses	Prendre des arrêtés communaux pour la réduction des risques d'inondation ; Création des départements communaux en charge des risques de catastrophes ; Renforcer les capacités des CCD et CVD pour la gouvernance des risques	Existence et compétences des communes pour la gestion des risques d'inondation et de sécheresse ;
Amélioration de la préparation et de la reconstruction	Démocratiser l'information sur les risques de catastrophe au niveau local ; Réaliser les ouvrages résiliant ; Faire des simulations des situations de catastrophe au niveau local ; Action de solidarité entre les communautés, de la Commune, de l'Etat et des ONG ; Resemis ou regarnissement ;	Existence de réseau de station météorologique ; Formation des artisans pour la construction des habitations résiliant aux catastrophes par l'ANPC ; Existences des Mairies de l'ANPC de l'Action sociale et des ONG ; disponibilité de ressource et de structures compétentes au niveau du Ministère de l'agriculture, de l'environnement et de l'action sociale

Segment 3 : Consolidation (renforcer), formalisation et mise à l'échelle des bonnes pratiques

Dimensions	Bonnes pratiques	Actions	Acteurs responsables (du niveau local à l'échelle transfrontière)
Compréhension (étude et connaissance) des paramètres (aléa, vulnérabilité, exposition...) des risques des inondations et sécheresses	Elaboration des cartes à risque ; Diffusion de l'information météo ; Elaboration des profils à risque	Doter chaque village de carte à risque ; Diversifier les canaux d'information météo et traduire en langue locale	Commune, ANPC METEO, Commune
Investissement dans la réduction des risques de catastrophe pour la résilience aux risques des inondations et sécheresses	Renforcer la résilience des communautés dans leurs déplacements ; Maitrise de l'eau dans les communautés Le reboisement Maintenir une zone de sécurité entre les parcelles agricoles et les cours d'eaux ;	Construction et entretien des ouvrages de franchissement des cours d'eaux ; Construction des retenus d'eaux ; Production, mise en terre et entretien des plants, Sensibilisation, répression	Commune, direction en charge des pistes rurales Commune, agriculture, ONG ; hydraulique villageoise Commune, agriculture, ONG, environnement Commune, agriculture, ONG, environnement, CCD, CVD
Renforcement de la gouvernance des risques des inondations et sécheresses	Gestion adéquate de la gouvernance des risques au niveau communal Création des départements communaux en charge des risques de catastrophes ; Renforcer les capacités des CCD et CVD pour la gouvernance des risques	Prendre des arrêtés communaux pour la réduction des risques d'inondation ; Prendre des arrêtés communaux créant ces départements, Formation, équipement...	Conseillers et exécutifs municipaux Conseillers et exécutifs municipaux Commune, ANPC, Action sociale, Agriculture, Environnement, METEO, hydraulique villageoise

Dimensions	Bonnes pratiques	Actions	Acteurs responsables (du niveau local à l'échelle transfrontière)
Amélioration de la préparation et de la reconstruction	Démocratiser l'information sur les risques de catastrophe au niveau local ; Réaliser les ouvrages résiliant ; Se préparer adéquatement aux inondations et à la sécheresse Action de solidarité entre les communautés, de la Commune, de l'Etat et des ONG ; Resemis ou regarnissement ;	Large diffusion de l'information en langue locale Former les artisans sur les techniques de construction résiliente Réaliser des exercices de simulations au niveau local ; Porter assistance aux sinistrés Distribution des semences, de plants	METEO, commune, Radios communautaire, ANPC Urbanisme, ANPC, Communes METEO, commune, Radios communautaire, ANPC, agriculture, CRT, CSP... Commune, ANPC, agriculture, CRT, Action sociale, Agriculture, environnement

Segment 4 : Valorisation des opportunités

Dimensions	Opportunités	Actions	Acteurs responsables (du niveau local à l'échelle transfrontière)
Compréhension (étude et connaissance) des paramètres (aléa, vulnérabilité, exposition...) des risques des inondations et sécheresses	Existence des cartes des zones inondables Existence des balises de la CRT	Vulgariser l'avantage des cartes	
Investissement dans la réduction des risques de catastrophe pour la résilience aux risques des inondations et sécheresses			
Renforcement de la gouvernance des risques des inondations et des sécheresses			
Amélioration de la préparation et de la reconstruction			